

# RESUME

La procédure pénale est déclenchée par la mise en œuvre de **l'action publique**. Celle-ci peut avoir pour origine une décision du ministère public, représenté par le procureur de la République, ou une décision de la victime.

Le procureur peut chercher à **simplifier la procédure pénale** en réduisant sa durée ou en proposant **des mesures alternatives** à un procès.

Les dispositifs permettant de réduire la durée de la procédure sont la reconnaissance préalable de culpabilité, la citation directe ou la comparution immédiate.

Les mesures alternatives permettant d'éviter le procès sont le classement sous condition, la médiation pénale et la composition pénale.

La victime peut déclencher **l'action civile** lui permettant d'obtenir réparation de son ou ses préjudices devant les juridictions civiles ou devant les juridictions pénales par voie principale ou incidente.

Dans tous les cas, la procédure pénale doit respecter **plusieurs principes** :

- des principes relatifs au mode de preuve, qui est libre mais doit rester licite ;
- des principes relatifs aux droits de la défense (présomption d'innocence, délai raisonnable) ;
- des principes relatifs à la séparation des pouvoirs.

# CORRIGES

## ★ EXERCICE 1 Les droits de la défense ⌘ 15 minutes

1. À quelles conditions la procédure de citation directe est-elle possible ?

### Principes juridiques

La procédure de citation directe consiste pour la victime ou le procureur à saisir directement le juge.

Seule la victime justifiant d'un intérêt personnel et direct peut exercer cette procédure.

Elle est possible à condition :

- de connaître l'identité de l'auteur de l'infraction ;
- d'avoir suffisamment de preuves pour que le recours soit accepté par le juge ;
- de ne pas être dans le cas d'un crime.

Elle permet d'accélérer la procédure pénale sans passer notamment par la phase d'instruction.

### Application au cas

En l'espèce, il est peu probable que la citation directe demandée par Sébastien soit acceptée.

Si les faits sont avérés, le préjudice est subi par la SA Plastic, personne morale. Il faudrait donc que Sébastien exerce l'action au nom de la SA Plastic et ait pouvoir pour la représenter. voir CHAPITRE 10.

De plus, les preuves dont il dispose pour justifier de la culpabilité d'Hervé ne semblent pas suffisantes pour introduire directement une instance. Une procédure d'instruction sera probablement nécessaire.

2. Quels sont les principes invoqués par le juge ? Expliquez sa décision.

### Principes juridiques

En matière de droit pénal, le régime de la preuve est soumis à des règles particulières.

Le principe est celui de la liberté de la preuve. Le juge apprécie librement les éléments de faits dont il a connaissance.

Cependant, seuls les moyens de preuve obtenus de façon licite sont valables. Ils ne doivent pas porter atteinte aux droits de la défense, au respect de la dignité humaine ou être déloyaux.

### Application au cas

Le juge rejette la demande car le moyen de preuve a été obtenu de façon illicite. Marie a fait en sorte de provoquer l'infraction qu'elle reproche ensuite à Hervé, infraction dont les éléments constitutifs ne sont de toute façon pas prouvés.

En l'espèce, il pourrait s'agir d'un délit d'abus de confiance et/ou d'un délit de non-respect du secret professionnel.

## ★★ EXERCICE 2 Concubinage et jeux d'argent ⌘ 20 minutes

1. Quelles sont les voies d'action à la disposition d'Emmanuelle ?

### Principes juridiques

La victime a plusieurs voies d'action possibles.

Elle peut être à l'origine de l'action publique :

- en saisissant directement le juge par la voie d'une citation directe ;
- en portant plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction.

Elle peut également exercer une action civile en se constituant partie civile dans le cadre d'une procédure mise en mouvement par le procureur de la République.

Enfin, elle peut exercer son action civile uniquement devant la juridiction civile pour obtenir réparation de son préjudice.

### Application au cas

En l'espèce, Emmanuelle peut saisir le juge par voie de citation directe si elle a suffisamment de preuves permettant d'engager la culpabilité de Philippe. À défaut, elle devra porter plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction.

2. Que pouvez-vous répondre à Emmanuelle ?

### Principes juridiques

La médiation pénale consiste pour le procureur à désigner un médiateur dont le but va être d'obtenir une conciliation entre l'auteur de l'infraction et la victime. Il s'agit de convenir d'une réparation tout en permettant d'apaiser le conflit entre les personnes. Elle n'est possible qu'en cas d'accord entre les parties. Elle donne lieu à la signature d'un procès-verbal par le procureur ou le médiateur.

### Application au cas

Si le procureur met en place une médiation pénale, celle-ci a pour but d'apaiser les relations entre Emmanuelle et Philippe afin d'éviter toute nouvelle infraction. Emmanuelle n'est pas obligée d'accepter. Cela dépendra du comportement et de la personnalité de Philippe.

## ★★ EXERCICE 3 Analyse d'arrêt ⌘ 20 minutes

Arrêt de la Cour de cassation, chambre criminelle, audience publique du 24 avril 2013, n° de pourvoi : 12-82863

1. Présentez les parties et la procédure.

Le **demandeur** est le procureur de la République qui fait un recours devant la Cour de cassation contre la décision rendue par la cour d'appel de Reims le 20 mars 2012.

Les **défendeurs** sont Mme Suzanne X..., MM. Francis A..., André Y... et Manuel Z... qui ont été poursuivis en première instance devant un tribunal correctionnel pour abus de confiance, faux et usage, détournement de fonds publics et recel.

2. Quel est le problème posé à la Cour de cassation ?

Le problème posé à la Cour de cassation est : en cas de non-respect du délai raisonnable d'une procédure pénale, la sanction est-elle la nullité de la totalité de la procédure ou uniquement le versement de dommages et intérêts ?

3. Présentez le principe de procédure pénale en cause.

Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable est l'un des droits que peut invoquer le prévenu dans une procédure pénale.

L'appréciation de ce délai tient compte de la complexité de l'affaire, du comportement du requérant, de l'attitude de l'administration et de l'enjeu du litige pour les parties.

En l'espèce, les faits reprochés ont été portés devant la Cour d'appel au bout de 10 ans du fait du comportement des autorités judiciaires. Le délai de procédure est donc reconnu comme étant non raisonnable.

4. Quelle solution rend la Cour de cassation ? Sur quels textes s'appuie-t-elle ?

La Cour de cassation considère que le non-respect du délai raisonnable ne doit pas être sanctionné par la nullité de la procédure pénale mais uniquement par le versement de dommages et intérêts. Cette solution évite que le ou les prévenus échappent à toute poursuite du fait du prononcé de cette nullité.

Elle se base sur l'article préliminaire du Code de procédure pénale et l'article 6, alinéa 1, de la Convention européenne des droits de l'homme pour rappeler le principe du délai raisonnable non respecté dans les faits en cause.